

entier peut être anéanti bien des fois et il devient donc insensé de dresser un programme de défense pour chercher simplement à ajouter un peu à toute la puissance de tir du côté occidental.

Peut-être devrions-nous alors voir si nos efforts vont aider à ajouter au contrôle de cette puissance de tir. Avons-nous une voix qui permettra à la puissance de tir qui existe du côté occidental d'être plus efficace dans notre défense? Je le répète, personne du côté du gouvernement, en réalité, personne en cette enceinte, n'a jamais tenté d'insinuer que nous puissions prétendre, par une alliance quelconque ou par une mesure que nous prendrions en cette Chambre, à nous créer une voix qui sera assez efficace pour augmenter notre défense en nous donnant le contrôle de toutes les armes du monde occidental. Si nous voulons considérer la question avec réalisme, si nous ne pouvons pas contribuer à la défense globale parce qu'il y a déjà pléthore, et si nous ne pouvons partager dans le monde le contrôle de ces armes nucléaires qui sont déjà si complètes en elle-même, évidemment, alors, si nous voulons fournir notre apport à nos amis, à nos alliés et au monde en général, nous devons l'accomplir de façon que le Canada puisse jouer un rôle honorable et sérieux, en maintenant notre voix dans l'acoustique appropriée, en protégeant autant que nous le pouvons notre droit d'être entendus dans les conseils mondiaux, et le droit que nous avons de n'accepter les dictées de personne, qu'il s'agisse d'amis ou de qui que ce soit.

Monsieur l'Orateur, je ne tenterai pas ce soir de discuter les méthodes grâce auxquelles nous pourrions atteindre certains de ces objectifs sous les auspices de l'OTAN ou des Nations Unies. Dans le domaine de la défense uniquement, je dirais que notre souci de ces armes nucléaires doit, si nous devons conserver notre propre autorité et notre propre contrôle sur ces armes, se confiner aux armes que nous pouvons manier, utiliser, garder et contrôler nous-mêmes. Peu importe que la composition de nos propres forces diffère de celle des forces de nos alliés. Il ne devrait pas trop importer que nous soyons simplement une unité parmi dix unités semblables du côté occidental. Mais si nous avons notre unité propre et distincte, formée par nos propres apports, en collaboration proportionnée avec nos alliés, il me semble que voilà le mieux que nous puissions espérer pour contribuer à notre défense et à la défense du monde occidental.

Par conséquent, je dirai que toute proposition visant à nous faire accepter les armes nucléaires ne peut que compliquer la question du contrôle. La proposition ne peut que compliquer nos relations avec nos alliés et nos

amis, et à moins que nous n'en usions avec une habileté extrême, que mener au soupçon que nous demandons trop d'autorité et, par conséquent, amener l'alinéation de nos amis ou mener au soupçon que nous demandons trop peu d'autorité, ce qui entraînerait la perte du respect que nous avons de nous-mêmes.

Sans aucun doute, demander moins que notre juste part d'autorité dans le monde occidental, c'est céder une partie de notre souveraineté. Comme, j'en suis sûr, tous les députés, j'ai remarqué que le premier ministre (M. Pearson) s'est efforcé de nous rassurer en disant que les ententes relatives à l'acquisition des armes nucléaires en territoire canadien n'ont entraîné aucune perte de notre souveraineté. Ce serait très encourageant, monsieur l'Orateur, si nous pouvions nous y fier, mais il suffit de jeter un coup d'œil sur cette question des armes nucléaires et des problèmes que pose leur maîtrise pour se sentir un peu moins rassurés.

Le premier ministre nous a parlé des interminables discussions et des infructueuses tentatives de conclure une entente à cet égard. Pour parler en termes bien clairs, la mesure de maîtrise de ces armes nucléaires qu'exigeait notre souveraineté a toujours été considérée comme une expansion nouvelle du club nucléaire qui troublerait la situation internationale sans améliorer vraiment nos moyens de défense. Toute maîtrise inférieure à cette mesure, toute arme nucléaire entreposée sur notre territoire et sur laquelle nous n'aurions pas la maîtrise complète entraîne nécessairement une perte de notre souveraineté.

Il ne faut pas oublier que l'un des objets de notre politique de défense est de protéger notre souveraineté. Pendant au moins quatre ans, l'ancien gouvernement s'est attaqué à ce problème sans pouvoir le résoudre parce qu'il ne trouvait aucune solution n'entraînant aucune perte de souveraineté. En dépit des assurances du premier ministre et de tout ce qu'on pourrait dire en ce sens, nous ne pouvons admettre que le Canada, en acceptant les armes nucléaires, n'a pas abandonné de sa souveraineté. Le bon sens nous défend de l'admettre. L'expérience que nous avons vécue pendant plusieurs années en cherchant en vain une autre solution nous en donne une autre preuve. La France se retire de son alliance étroite avec les États-Unis sur le même sujet.

Je voudrais me reporter à la réponse donnée ici même par le premier ministre (M. Pearson). Cela nous aidera à faire le point en ce qui concerne le problème nucléaire. J'ai demandé au premier ministre s'il était honteux d'acquiescer des armes nucléaires. Il m'a répondu que c'était là une politique malavisée, que nous avions commis une erreur quand nous avons pris l'engagement